

n'y trouvons rien à redire mais nous aimerions bénéficier des mêmes avantages. Dans certains coins du globe, des gens peuvent accomplir un certain travail à un prix inférieur à celui en vigueur au Canada.

Le grossiste est toujours considéré comme le vilain. Les risques dont j'ai parlé et les faibles profits qui s'ensuivent, sont dus au fait que le commerce en gros des fruits et légumes est entre les mains de quelques grandes entreprises. La grande taille n'est pas toujours ce qu'il y a de mieux, et les grandes sociétés ne sont pas toujours les moins coûteuses, même si dans le passé le parti libéral a laissé l'impression que c'était pourtant son avis. Une raison fondamentale qui me porte à croire que le commerce de gros des fruits et des légumes est plutôt risqué que rémunérateur, c'est que la Coopérative fédérée, la plus grosse coopérative au Canada, a décidé de rester à l'écart de ce genre d'activité. Sauf erreur, elle reste aussi à l'écart du commerce de boucherie.

On entend souvent les Néo-démocrates affirmer que les coopératives peuvent distribuer les produits alimentaires à meilleur marché. Je connais bien les coopératives et j'ai eu souvent l'occasion de visiter les marchés de l'Ouest du Canada et d'y observer le commerce des fruits et des légumes. Je sais aussi que dès son élection en Colombie-Britannique, le gouvernement néo-démocrate a déclaré que les coopératives pouvaient distribuer les produits alimentaires au consommateur à meilleur compte.

**M. Neale (Vancouver-Est):** Et nous le prouverons.

**M. Whittaker:** Mon ami de Vancouver-Est (M. Neale) prétend qu'ils le prouveront. Je n'hésite pas à le dire bien haut: si j'avais cru, en me lançant dans le mouvement coopératif, pouvoir distribuer les produits alimentaires au Canada à des prix inférieurs de 15 à 25 p. 100, c'est sûrement la vocation que j'aurais choisie. Je ne me serais pas engagé dans la politique et ne serais pas ici. Je l'aurais fait parce que c'eût été un moyen d'aider le consommateur tout en faisant un métier qui m'aurait plu. Je ne parle pas d'escompte de l'ordre de 2 ou 3 p. 100. On a constaté que le consommateur ne fait pas attention à ces détails. Et j'ai l'esprit ouvert, monsieur l'Orateur, je ne suis pas buté. Si le NPD croit faire des miracles en Colombie-Britannique, eh bien, qu'il essaie; bien plus, je me rangerai à ses côtés, je l'appuierai sans réticence, et sans tarder. J'aimerais voir opérer le miracle, si miracle il y a.

J'ai pu constater qu'en Saskatchewan, sous le gouvernement néo-démocrate, le prix des fruits et légumes était plus élevé que partout ailleurs où je suis allé. Pourquoi n'a-t-on pas eu recours à la magie là-bas? Pourquoi la Coopérative fédérée, qui est la plus importante au Canada, n'a-t-elle pas réussi ces tours de magie en Saskatchewan? A une certaine époque, les supermarchés étaient censés procurer les aliments à meilleur compte au consommateur. Je crois qu'au contraire, ils ont procuré au consommateur une atmosphère agréable, mais coûteuse. Considérez les salaires qu'ils paient: les bouchers touchent \$6 l'heure.

Je parlais il y a quelques minutes de la mise en marché de pommes MacIntosh à Winnipeg et des difficultés qui en ont résulté pour les producteurs locaux. Or, ces pommes se vendaient dans un emballage dont nous ne voulions pas. Mes amis de la gauche me disaient l'autre jour que quelqu'un imposait les emballages au consommateur. L'expérience m'a enseigné que c'est le consommateur qui les exige du producteur.

**Des voix:** Bravo!

#### Denrées alimentaires—Comité

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Whittaker:** J'invite ces gens à se rendre sur la place du marché pour y observer ce qui se passe, car il est évident qu'ils restent à la maison pour écrire des discours et rêver. Le contenant dont je parle est la manne d'une capacité de six pintes. Nous le trouvons cher. Il ne fait pas vendre une assez grande quantité de produit et nous n'en voulons pas. D'un autre côté, si nous vendons les pommes dans quelque autre contenant dans les magasins, nous n'en vendrons pas plus. C'est ce genre de contenant que le consommateur achète. Il nous faut donc les vendre ainsi, car c'est ce que le consommateur aime.

Je remarque l'absence de mon honorable amie de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis). J'ai lu certaines de ses déclarations au cours des ans. J'ai lu également certains articles écrits par de prétendus spécialistes en alimentation. Monsieur l'Orateur, je me suis rendu sur la place du marché et j'ai observé ce qui s'y passe, et ces remarques ne concordent tout simplement pas. Ce que le consommateur fait est entièrement différent de ce que disent des gens comme l'honorable représentante. J'aimerais voir le consommateur faire ce que des personnes comme l'honorable représentante lui disent de faire, mais en vain. Nous sommes donc obligés de faire ce que veut le consommateur.

**Une voix:** C'est l'art de vendre.

**M. Whittaker:** Si nous devons en venir à préciser ce qu'il faut, d'après moi, nous avons besoin d'une période de décelération au Canada pendant laquelle nous pourrions instituer des contrôles des prix et des salaires.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gilbert:** Que faites-vous des dividendes?

**M. Kempling:** Vous n'avez jamais investi un sou de votre vie.

**M. Whittaker:** Il nous faut des mécanismes de contrôle qui s'appliqueraient à l'ensemble du coût de la vie, qui s'attaqueraient à l'inflation et aideraient les personnes dont parle mon honorable ami, celles qui sont en deçà du seuil de la pauvreté et qui doivent vivre de revenus fixes. En réalité, de tels mécanismes de contrôle viendraient en aide à toute la population du Canada. Je prétends que beaucoup de Canadiens vivent actuellement en deçà du seuil de la pauvreté, et même s'ils recevaient tous leurs aliments gratuitement, ils n'arriveraient pas encore à franchir ce seuil.

Nous ne serons d'aucun secours à ces gens et nous ne réglerons pas le problème en nous abritant derrière une simple étude du prix des denrées alimentaires. Cependant, si c'est ce que nous devons faire, et il semble que cela soit le cas puisque c'est la volonté de la majorité du Parlement, terminons-en rapidement, complètement, avec impartialité et efficacité. N'essayons pas de dénicher un secteur qui sera politiquement utile à qui que ce soit, pour nous y retrancher et pendant les cinq ou dix prochaines années continuer de réclamer une étude. Ce comité ne devra pas être le refuge confortable de candidats libéraux battus et de partisans.

• (2020)

**Des voix:** Bravo!

**M. Whittaker:** On s'occupe déjà certainement très bien d'eux et les ménagères, les retraités, les mères et les agri-